

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Honduras-Le-paradis-neo-liberal-des-villes-modeles-ne-verra-pas-le-jour>

Honduras : Le paradis néo-libéral des « villes modèles » ne verra pas le jour.

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : samedi 1er décembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Honduras a bien failli succomber récemment aux « méthodes miracles » néo-libérales d'un nouveau genre. Ce petit Etat d'Amérique centrale, dont la démocratie fut déjà prise en otage le 28 juin 2009, est ravagé par la pauvreté [1], autant que par la répression.

Un Etat dans l'Etat, tel est en substance le projet de ces fameuses villes modèles de l'économiste libéral Paul Romer, censé faire renaître la croissance économique dans les régions du monde les plus touchées par la pauvreté, le chômage et la précarité. Inspiré des villes comme Hong Kong ou Singapour, ce projet, pudiquement appelé dans la novlangue néo-libérale « région spéciale de développement » (RED) ou « ville modèle », constitue donc le cheval de bataille de Paul Romer (Lire Maurice Lemoine, « [Villes privées dans la jungle](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2011).

Cette nouvelle trouvaille sortie du chapeau d'un des héritiers de Milton Friedman a bien vite été considérée comme une aubaine par le président établi de facto, Porfirio Lobo Sosa, et le président du Congrès, Juan Orlando Hernandez. Le 4 septembre 2012, dans une procédure-éclair, un accord était signé par les deux hommes avec le consortium étasunien MKG, afin d'édifier la première ville sur la côte nord du Honduras, pour un montant initial de 15 millions de dollars. Comme pour anticiper les critiques de ce projet qui est loin de réjouir la majorité des Honduriens, Michael Strong [2] membre du bureau exécutif de la multinationale, s'était alors empressé de déclarer : « *L'objectif principal de notre projet est de créer une commune sécurisée et prospère pour les Honduriens.* » [3]

En revanche, il ne s'attendait pas à recevoir de critique de la part de Paul Romer lui-même. Ce dernier, n'ayant pas apprécié d'avoir été écarté des négociations, a adressé une lettre à Porfirio Lobo dans laquelle il déclarait qu'il se « *retirait du projet par manque de transparence dans la nature dudit accord* ». En tant que membre de la commission de transparence pour les RED, il ajoutait que « *toutes les conditions n'étaient pas réunies* » [4]. Il s'est depuis retiré du comité, suivi de différents experts internationaux.

En réalité, d'après l'accord signé le 4 septembre 2012 entre la commission de promotion de l'alliance public-privé (Coalianza) et des investisseurs étrangers, le projet prévoyait la construction de trois « villes modèles », exclusivement sur des zones portuaires caribéennes et pacifiques. La première située sur une zone entre Colón et Gracias a Dios (nord-est), la seconde entre Choluteca et Valle (sud) et la dernière entre San Pedro Sula (seconde ville du pays) et Cuyamel. Si une des conditions a l'installation des RED stipule que les zones concernées doivent être désertes, il apparaît que les autorités putschistes du Honduras, pas plus que le MKG, ne se sont embarrassés de ce genre de détails. En effet, une bonne partie de ces RED devaient être installées sur les terres ancestrales des Garifunas. Plusieurs communautés, rompues à l'exercice, se sont mobilisées pour faire valoir leur droit à être consultées, selon [l'accord 169 de l'Organisation internationale du travail](#) (OIT).

Il était prévu que cette enclave néo-libérale ou cité-Etat aurait ses propres institutions, son propre régime fiscal, ses propres forces de sécurité, mais également un système juridique indépendant, comme le rappelle le journal hondurien pro-gouvernemental *El Heraldo* [5]. En d'autres termes, les conditions de travail, la nature des mouvements financiers et de la circulation des capitaux étrangers seront de la responsabilité du seul gouverneur, qui n'aura de compte à rendre qu'à lui-même et aux investisseurs le cas échéant, notamment en matière d'accords et de traités internationaux.

Conçue comme le havre de paix des investisseurs étrangers, la construction d'un paradis fiscal de cet acabit au coeur de l'Amérique centrale par le gouvernement putschiste de Porfirio Lobo avait vocation à créer des plates-formes d'investissements et des centres financiers, à l'instar de Singapour et de Hong Kong.

L'économiste californien Paul Romer, thuriféraire du concept de « la croissance endogène » et principal promoteur de ces nouvelles solutions avance en outre, sans sourciller, que sa fondation « Charter cities » (villes à charte) est à but non-lucratif. Cette « idée philanthropique » donc, reposerait selon lui sur trois éléments : « *l'acquisition d'un territoire, l'existence d'une ou plusieurs entités garantissant ladite charte et une ou plusieurs région-source d'où proviendrait la population.* »

Mais elle est avant tout fondée sur la théorie selon laquelle la croissance n'est possible que si l'on opère un changement radical des règles sociétales dans des pays qui connaissent des dysfonctionnements caractérisés, et si l'on contourne les représentations politiques et corps intermédiaires, tels que les syndicats qui font obstacle à la croissance. L'application de la thérapie du choc apparaît alors comme la solution. Le personnage clé du cabinet de Porfirio Lobo, Octavio Sanchez, ne laisse d'ailleurs aucune place à l'ambiguïté lorsqu'il déclare : « *Vous listez toutes les choses qu'il faut changer et vous le faites, d'un seul coup, au même endroit.* » [6].

Interrogé en avril 2011 sur la possibilité de retour de la RED à la législation nationale, Paul Romer explique : « *la réforme constitutionnelle précise que cela reste possible si c'est voté au Congrès par les deux tiers* », mais il précise : « *cela devra également être approuvé par voie référendaire par les habitants de la RED eux-mêmes* » [7]. En d'autres termes, en ce qui concerne les entreprises et investisseurs étrangers, ils auront la possibilité de choisir s'ils veulent être de nouveau assujettis à la législation en vigueur dans le reste du pays ou bien continuer à profiter d'un système fiscal et juridique complètement autonome, qui leur est favorable. Un choix cornélien en somme. Pour les autres, les travailleurs happés par cette contre-utopie libérale, inféodés aux règles imposées par les multinationales, ils n'auront d'autre choix que de subir et se taire, au risque de tout perdre. Il est par ailleurs entendu que le droit syndical relèvera d'un fantasme suranné, comme dans toutes les RED de ce type dans le monde. Les secteurs de la santé, de l'éducation, de la justice et de la sécurité seront, dans ce laboratoire du libéralisme, également régis indépendamment des règles en vigueur dans le reste du pays et seront, selon des modalités restant à définir, entièrement entre les mains des autorités locales. (Lire « [Villes privées dans la jungle](#) », *op. cit.*)

La proposition de Paul Romer n'avait déjà pas fait florès à Madagascar en 2009 lorsqu'il projetait, en étroite collaboration avec l'entreprise coréenne Posco-Daewoo, d'y installer son projet. La population s'était alors massivement mobilisée contre la construction de la RED.

Au Honduras aussi, une partie de la population s'est mobilisée pour porter plainte auprès de la Cour suprême de justice (CSJ) pour « trahison à la patrie » contre tous les députés qui ont voté ce projet. Ils ont obtenu gain de cause : la CSJ a rendu son jugement au grand dam de Porfirio Lobo, le 17 octobre 2012, déclarant anticonstitutionnelle la « *création des villes modèles* », car cela constituait « *une violation du principe de territorialité en concédant à des investisseurs étrangers, pour au moins quatre-vingt ans, des surfaces pouvant atteindre 33 kilomètres carrés chacune* » [8].

« *L'histoire nous jugera* », déclarent à l'envi les défenseurs de ce projet, reste à savoir à quelle économie prise à la gorge s'adressera Paul Romer la prochaine fois. En tout état de cause, ce nouveau type de « néo-colonialisme », comme le signalent les détracteurs de la ville à charte, n'aura pas lieu au Honduras.

Guillaume Beulande pour la Valise diplomatique

[LMD](#). Paris, jeudi 29 novembre 2012

[1] Sur une population de 8,4 millions d'habitants, 70 % vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Honduras : Le paradis néo-libéral des « villes modèles » ne verra pas le jour.

[2] Michael Strong, porte-drapeau du libertarianisme, est le fondateur du *think tank Freedom lights our world* (FLOW) et l'auteur du livre *La solution : comment les capitalistes conscients peuvent résoudre tous les problèmes du monde*.

[3] *La Prensa*, 04 septembre 2012.

[4] *The Guardian*, 8 septembre 2012.

[5] Lire « [Corte hondureña no tendrá poder en « ciudad modelo »](#) », *El Heraldo*, 13 janvier 2011

[6] *The New York Times*, 1er octobre 2012

[7] Lire « [Entrevista con el ideólogo de las ciudades modelo](#) », *El Heraldo*, 26 avril 2012.

[8] *Diario de Centro América*, 17 Octobre 2012.